



RÉUNION PROJET HERCULE AVEC JEAN-BERNARD LÉVY



INFO

24/06/2019

INFORMATION des SALARIÉS

HERCULE

Opportunité de développement ou tentative de délitement du Groupe EDF ?

Les organisations syndicales et des représentants du personnel ont été conviés par la Direction le 20 juin dernier à une réunion sur le projet Hercule. Le PDG d'EDF, Jean-Bernard LÉVY, a présenté comme une opportunité, pour le Groupe, le projet consistant à un nouveau regroupement de ses actifs. L'Alliance CFE UNSA Énergies a exprimé, une nouvelle fois, que l'urgence résidait non pas dans un meccano capitalistique précipité mais bel et bien dans une nouvelle régulation de l'AReNH, équitable, et ce, avant toute réflexion sur une adaptation de l'organisation de l'entreprise.



La Direction a aussi stigmatisé un niveau de prix de l'AReNH décorrélé du coût de production et qui ne permet aucun investissement dans la maintenance du parc de production, les réseaux ou la transition énergétique. Là également, la Direction reprend un diagnostic posé depuis longtemps par l'Alliance CFE UNSA Énergies et sa revendication d'une impérieuse révision en profondeur de l'AReNH. Le Groupe doit en effet investir 15 milliards d'euros par an jusqu'en 2022 sans en avoir véritablement les moyens.

Le PDG et ses principaux collaborateurs en charge du dossier Hercule ont présenté la situation financière de l'entreprise, la régulation actuelle du nucléaire et les grandes lignes du projet de nouvelle organisation des actifs du Groupe.

La Direction a finalement confirmé les analyses réalisées par l'Alliance CFE UNSA Énergies depuis des années et exprimées dans toutes les instances dans lesquelles elle siège, à savoir un endettement trop important qui a conduit à la mise en place d'un plan de cessions de 13 milliards d'€, à un plan d'économies d'un milliard, le tout avec une rigueur salariale sans précédent.

Sans aucune assurance sur une nouvelle régulation du nucléaire, la Direction avance pourtant sur une nouvelle organisation de ses actifs qui seraient répartis dans :

- une entité «mère» (bleue) qui serait détenue très majoritairement voire totalement par l'État,
- et une maison « fille» (verte), détenue elle à hauteur de 70 % par l'entité mère.

Pour l'Alliance CFE UNSA Énergies la Direction reproduit les mêmes travers, à savoir penser détenir la vérité, sans partage et avec cette volonté de toujours imposer une décision venue d'ailleurs. Ce fut le cas pour HPC comme pour Flamanville 3. On sait ce qu'il en est advenu.

L'ALLIANCE CFE UNSA ÉNERGIES,
100 % LIBRES... 100 % VOUS !

CFE ÉNERGIES
UNSA ÉNERGIE
www.cfe-energies.com
www.unsa-energie.fr



Maison mère dite bleue	Filiale fille dite verte
<ul style="list-style-type: none"> • Nucléaire France (nucléaire en exploitation, combustible, déconstruction, ingénierie nucléaire, Framatome, projets nouveau nucléaire, actifs dédiés) • Nucléaire international : UK (existant et nouveau nucléaire), Chine, projets internationaux • Production thermique à flamme France et UK • Hydraulique France 	<ul style="list-style-type: none"> • Commercialisation France et services énergétiques (Dalkia, Citelum, Cham, Izivia, ENRS, ...) • Commercialisation UK • Enedis • Électricité de Strasbourg • Activités insulaires SEI • Energies Renouvelables • Edison • Autres activités internationales

Répartition envisagée des activités entre les deux entités. Notez que pour l'instant, l'optimiseur, le trading, les fonctions supports, les fonctions centrales et les activités gaz ne sont toujours pas positionnés.

Sans compter que certains ne manqueront pas d'exploiter le nouveau report de mise en service de Flamanville pour prôner l'accélération de la réorganisation. Trois ans de retard a minima qui hypothèquent aussi l'engagement que doit prendre le Gouvernement en 2021 sur un possible plan de construction de nouvelles tranches EPR.

La PPE fait aussi l'objet d'un lobbying forcené d'un pétrolier bien connu au travers de la loi Énergie et Climat en discussion au Parlement.

Tout ceci concourt à placer l'entreprise sous le feu croisé d'une coalition formée par des écologistes et une entreprise pétrolière, le tout sous les yeux d'un Ministre de tutelle qui ne cache pas son animosité envers EDF.

Régulation inchangée, mise en service de Flamanville retardée, réorganisation non

soutenue par les salariés, engagement de l'État insuffisant, Ministre revancharde, élection professionnelle à venir...pour toutes ces raisons **l'entreprise doit surseoir à ce projet de réorganisation qui ne sert ni ses intérêts, ni ceux des salariés et pas plus celui de l'intérêt général.**

En conséquence, **l'Alliance CFE UNSA Énergies a décidé** en intersyndicale **d'un mouvement de grève le 19 septembre prochain** et de la mise en œuvre d'initiatives à destination des pouvoirs publics, des élus et des concitoyens afin de les informer des conséquences délétères et irréparables d'une réorganisation précipitée de l'entreprise qui serait engagée sans un engagement ferme sur une avancée substantielle de la régulation qui donne à EDF les moyens d'investir et d'assurer son avenir.

En précipitant l'entreprise dans un projet de réorganisation sans refondre en profondeur le système de régulation, l'État apporte une mauvaise solution à une situation qu'il a lui-même engendrée par des choix et des décisions inappropriés. L'Alliance CFE UNSA Énergies avait mis en garde sur les risques d'un mouvement social dans lequel elle s'engagerait, en réponse aux provocations.

Nous y sommes !

